

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4674 - Vendredi 26 Juillet 2024 - Prix : 200 Fc

VISITE DU SGG À LA SOCIÉTÉ DE PÊCHE :

Le démarrage des activités annoncé pour bientôt



DOCUMENTATION ET RECHERCHE

De 1999 à 2021, les Comores enregistrent 201 diplômes arabes

Dr Ahmed Mohamed Tawil, enseignant-chercheur à l'Université des Comores a présenté son guide de thèse intitulé « maîtrises et doctorats de chercheurs Comoriens du monde Arabe » de 1999 à 2021. Il ressort que le pays a enregistré 201 diplômes arabes (magistères et doctorats).

Le Centre national de documentation et de recherche scientifique (CNDRS) a organisé mardi 23 juillet une série de conférences intitulée « Cycle de conférence spéciale vacances ». À cette occasion, Dr Ahmed Mohamed Tawil, enseignant à l'Université des Comores a présenté son guide de thèse sous le thème « maîtrises et doctorats de chercheurs Comoriens du monde Arabe ». Ce travail de recherche couvre la période de 1999 à 2021. Avec précision, Dr Tawil rassure qu'en trois ans de recherches



Dr Toiwil en conférence.

(2019 à 2021), il a recensé 275 recherches, comprenant 197 maîtrises (magistères) et 78 doctorats. Ces travaux académiques ont été effectués dans 46 universités réparties dans 15 pays. Il en est ressorti que le pays enregistre 201 diplômes arabes de 1999 à 2021. Le Soudan occupe

la première place avec 162 diplômes, soit 104 magistères et 58 doctorats. « Le Soudan est le pays le plus représenté, avec une proportion significative de 50% des diplômes », précise-t-il. Les Comores suivent avec la faculté Imam Chafiou de 34 magistères soit une représentation

de 12%. L'Arabie Saoudite se classe troisième avec 32 diplômes, dont 26 magistères et 6 doctorats. Sur 46 universités, celle des Comores occupe la première place avec 34 diplômes, suivie de l'Université d'Ummou Dorman au Soudan avec 28 diplômes dont 14 doctorats.

La recherche met en lumière les disparités du genre dans ces études académiques. Sur les 201 diplômés recensés, seulement 11 sont des femmes dont 9 magistères et 2 doctorats. L'on peut citer Dr Rahamatou Hamidou Ahmed et Dr Styna Amina, etc. Dr Tawil rappelle que « c'est Mohamed Dzakir Hassane Sagaf qui fut le premier Comorien à obtenir un doctorat en langue arabe en 1999 au Soudan. » Selon lui, les domaines de recherche les plus populaires incluent l'éducation avec 65 recherches (41 maîtrises et 19 doctorats), la jurisprudence (fikh) avec 52 recherches (43 magistères et 9 doctorats), et la langue arabe avec

44 recherches (29 maîtrises et 15 doctorats). « L'éducation, la jurisprudence et la langue arabe sont les disciplines les plus explorées, ce qui reflète les priorités académiques des chercheurs comoriens », explique celui qui a tenu à préciser que cette recherche a pour but combler un vide dans la documentation et aider les générations futures à mieux s'orienter.

Présent à l'évènement, le directeur général du CNDRS a encouragé les chercheurs comoriens à poursuivre dans cette voie, soulignant l'importance de conserver ces travaux au CNDRS pour assurer la légitimité de l'institution et la fierté nationale. « C'est une opportunité pour le CNDRS de s'affirmer comme une institution de référence en matière de conservation du savoir », renchérit Toiwilou Mzé Hamadi.

Ibnou M. Abdou

COOPÉRATION

Rencontre entre le ministre de la santé et l'équipe pays de l'OMS

Le ministre de la Santé Dr Nassuha Oussene Salim, a reçu ce jeudi 25 juillet le représentant de l'OMS aux Comores et son équipe. Les deux parties ont réaffirmé leur disponibilité à travailler en symbiose pour l'intérêt de la population comorienne.

C'est dans les locaux du ministère de la santé, ce jeudi 25 juillet, que le ministre de la santé Dr Nassuha Ousseine Salim a reçu l'équipe bureau de l'OMS. Cet entretien a vu la présence de l'inspecteur général de la santé Dr Ridhoine Mohamed et du directeur général de la santé Dr Saindou ben Ali Mbae. Une occasion pour le représentant de l'OMS aux Comores Dr Diarra Abdoulaye de lui remettre la lettre de félicitations de la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Moeti Matshidiso. D'emblée, Dr Diarra a rappelé la mission et le rôle de l'OMS dans ses 194 pays mem-

res. En tant que conseiller technique et financier du ministère de la Santé, l'OMS coordonne aussi, avec le ministère, l'action sanitaire dans le respect du règlement sanitaire international. Assurant également le secrétariat de la coordination des partenaires techniques et financiers du secteur de la santé, l'OMS se positionne comme le garant de la Santé. « L'OMS réaffirme son engagement à soutenir le gouvernement dans sa politique de santé afin de servir la population comorienne », souligne-t-il.

Au cours de cette réunion, les experts du bureau de l'OMS ont à leur tour, présenté leurs programmes respectifs issus du programme général de travail, du Plan-cadre de coopération avec le Système des Nations Unies pour le développement durable et de la stratégie de coopération pays, en les alignant sur la politique nationale de développement sanitaire. Le Dr Diarra a précisé au ministre que le Comité

régional de l'OMS pour la région africaine se tiendra en août à Brazzaville. Il a fait part de la disponibilité du bureau pays à appuyer l'équipe technique du ministère pour préparer la délégation comorienne. Présent, le directeur général de la santé a confirmé la collaboration étroite et la disponibilité de tout le personnel de l'OMS dans la mise en œuvre du plan de travail du ministère de la Santé. En réponse au représentant de l'OMS, le DGS reconnaît l'importance du respect du règlement sanitaire international. Et dans ce sens, il note la nécessité du renforcement de la surveillance épidémiologique à tous les niveaux et aux frontières, notamment à la sortie du contexte de l'épidémie de choléra.

De son côté, le ministre de la santé Dr Nassuha Oussene Salim, a salué le représentant de l'OMS et sa délégation « pour la franchise des échanges et la clarté dans l'introduction du rôle et de la mission de notre



Prise de contact OMS et ministère de la santé

organisation commune ». Et de poursuivre : « l'appui stratégique est primordial pour renforcer le système de santé, et en ce sens, nous allons continuer cet élan avec l'OMS pour l'intérêt de la population comorienne ». Il a annoncé son intention pour d'organiser très pro-

chainement une réunion avec toutes les parties prenantes impliquées dans la lutte contre le choléra afin d'évaluer la situation épidémiologique actuelle.

Andjouza Abouheir

SPORTS

Les tournois sportifs débutent ce vendredi à l'Alliance

A l'occasion des Jeux Olympiques (JO) Paris 2024, l'Alliance française de Moroni organise des tournois sportifs du vendredi 26 juillet au dimanche 11 août. Au programme une course à pied féminine, football, basket-ball, volley-ball ainsi que la retransmission des jeux olympiques. L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse ce mercredi 24 juillet en présence de la directrice de l'Alliance et les sponsors et partenaires.

quelques jours de l'ouverture des jeux olympiques Paris 2024, l'Alliance française de Moroni se prépare pour organi-

ser des activités sportives suivant les jeux olympiques. Dans un face à face avec la presse hier, la directrice Anaïs Bonnet-Bonamino a annoncé des tournois sportifs du 29 juillet au 11 août à savoir une course à pied féminine, football, basket-ball, volley-ball ainsi que la retransmission des jeux olympiques. « Nous sommes réunis aujourd'hui pour parler des JO 2024. Comme vous le savez en France on se prépare pour accueillir les JO 2024 à Paris. Donc, ici à l'Alliance française de Moroni on a décidé de faire un peu le relais des JO de Paris. Nous allons organiser beaucoup d'activités pour fêter les JO version comorienne. En effet, dans notre chronologique, on

va commencer vendredi 26 juillet au niveau du café de l'Alliance par la retransmission des JO de Paris sur grand écran à 20h », explique Anaïs Bonnet-Bonamino directrice de l'Alliance.

« Ensuite les tournois sportifs à savoir tournois de basket, foot, course à pied féminine. Pour le basket on a déjà lancé les fiches d'inscription. On aimerait arriver à 16 équipes. C'est du basket trois par trois, ce n'est pas les équipes complètes. Et un tournoi de foot aussi, donc ici on aura 8 équipes. Ça se passera au stade Ajao de Moroni. Puis le volley-ball et enfin la course à pied féminine. Cette course commencera à Itsandra jusqu'à

l'Alliance. Toutes les femmes sont invitées à participer. Qui dit tournoi dit gagnant, et qui dit gagnant c'est le prix. Oui il y aura des prix pour les gagnants, ces prix sont sponsorisés par Adore Comores et la Meck-Moroni », dit-elle. Elle a suggéré à ceux qui veulent prendre part à cette compétition de se rendre au secrétariat de l'Alliance.

De leur côté les sponsors ont montré leur engagement et la fierté d'accompagner l'Alliance durant cette semaine d'activités. « Nous sommes enthousiasmés à vous accompagner dans ces événements sportifs. Cela fait partie de notre programme. Ça sera une occasion de faire encore des rencontres. Et en

tant que maison de guide de tourisme cela nous fera beaucoup plus de visibilité », a déclaré Tsihina Adellio responsable de la communication Adore Comores. Pareil pour Soeuf Ben Amed également responsable de la communication Meck-Moroni. Celui-ci a rappelé que son institution ne ménage aucun effort pour accompagner ceux qui en ont besoin. « Un évènement qui va rassembler les jeunes c'est normal que notre institution apporte son soutien. Nous allons évidemment accompagner cet évènement », dit-il.

Nassuf Ben Amad

VISITE DU SGG À LA SOCIÉTÉ DE PÊCHE :

Le démarrage des activités annoncé pour bientôt

Le secrétaire général du gouvernement Nour El-Fath Azali et l'actuel ministre de la pêche Daniel Ali Bandar en compagnie de la délégation Sud-africaine envoyée par Huffine Global Solutions (HGS), ont effectué une visite ce mardi 23 juillet à la société de pêche de Voidjou dans le but de relancer les activités de pêche. Les équipements sont encore intacts malgré des années d'inactivité.

Certains membres du gouvernement et une délégation Sud-africaine ont visité mardi 23 juillet, les locaux destinés aux activités de pêches sis à Voidjou au nord de la capitale. L'objectif est d'améliorer les activités de pêche

au niveau du pays. Lors de cette visite, le secrétaire général du gouvernement Nour El-Fath Azali a déclaré à la presse : « malgré les années d'inactivité les machines sont intactes. Et si la société avec laquelle nous devons travailler devait investir pour quelques réhabilitations, ça serait une somme moins importante. Toutefois la restitution de cette visite est attendue le jeudi 25 juillet afin de réfléchir sur le démarrage des activités ». Et de préciser « cette société est venue relancer les activités de pêche en collaboration avec HGS. Nos accords avec les américains se poursuivent. La société ici présente est venue ouvrir une autre société de pêche pour aider nos travailleurs des mers dans leurs travaux quoti-

diens et de favoriser le développement de notre économie ».

C'est dans ce contexte que le ministre de la pêche Daniel Ali Bandar a souligné à son tour : « On peut dans un avenir proche avoir deux à trois sociétés de pêche dans le pays. Notre ambition c'est de concrétiser la volonté du chef de l'État de lutter contre le chômage. Ces sociétés vont travailler parallèlement avec nos travailleurs des mers en vue de développer le secteur de la pêche. Ainsi, si cette visite a pour but d'améliorer les activités de pêche du pays, ceci est une complémentarité mais pas un remplacement ». De son côté, l'administrateur comorien de la société de pêche Ali Abderemane Chamssoudine et interprète des

représentants de la délégation sud-africaine, a salué les engagements du gouvernement visant à améliorer le secteur de la pêche avant de valoriser la société envoyée par Huffine Global Solutions. « La société avec laquelle nous avons effectué la visite est une grande société avec plus de 60 flottes en Afrique du Sud. Elle a plus de 500 employés. Elle est venue nous accompagner à développer la pêche comorienne ».

Pour rappel, la société comorienne de pêche a cessé ses activités depuis juin 2017 et la société Edwin Huffine Global Solutions (HGS) a signé en mars 2023 un premier accord de principe d'exploitation avec un investissement de 15 milliards de francs comoriens. Lors de la visite, l'actuel ministre a pré-

cisé que l'accord avec (HGS) se poursuit et c'est elle qui a envoyé la délégation sud-africaine. « La société américaine (HGS) se charge des dettes avec le Qatar et autres. Mais elle a envoyé la délégation sud-africaine pour relancer les activités en attendant ». Quand les activités de l'usine de pêche fonctionnaient, 75.59% des actions ont été détenues par le Qatar, 12.77% par le ministère de pêche omanais, 8.51% par l'état et 3.13% par l'Uccia. Avec l'accord de HGS, l'état comorien aura 33% des parts, a précisé l'ex ministre de l'agriculture Houmed Msaidie lors de la signature des accords avec HGS en mars 2023.

Kamal Gamal

COOPÉRATION MORONI – DAR ES SALAM

Quatre mémorandums d'entente signés

Après trois jours de travaux techniques, l'Union des Comores et la Tanzanie ont procédé à l'établissement de la commission mixte permanente. Dans la foulée quatre mémorandums d'entente ont été signés à Dar es Salam là où s'est déroulée la réunion. Sont concernés les domaines de la formation diplomatique, de la santé, du commerce et de l'industrie. La signature a eu lieu le mercredi 24 juillet.

Faut-il rappeler que l'accord général de coopération entre Moroni et Dar Es Salam a été signé le 26 mars 2009, et l'accord sur l'établissement de la commission mixte permanente (CMP) le 14 février 2023. La première session de la CMP entre la République Unie de Tanzanie et l'Union des Comores s'est tenue en Tanzanie du 22 au 24 juillet dernier. Après trois jours de travaux techniques les deux pays ont procédé à l'établissement de la commission mixte permanente. Suite à cela quatre mémorandums d'entente ont été signés. Ils touchent les domaines de la formation diplomatique, de la santé, du commerce et de l'industrie. La délégation comorienne conduite par le ministre des affaires étrangères Mbae Mohamed, et la délégation tanzanienne par la ministre de la défense Stergomena L. Tax ont eu des discussions approfondies et franches, faisant le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements conjoints et explorant de nouvelles frontières de la coopération bilatérale.

« Ces échanges en harmonie, nourrissant la forte volonté de faire avancer notre agenda commun, ont abouti à la signature de quatre mémorandums d'entente. Cela augure de belles perspectives, vers une coopération diversifiée entre nos deux pays dans plusieurs domaines. Je reste alors confiant que dans un proche avenir, nous pourrons procéder à la signature d'autres

instruments juridiques, relatifs notamment à la circulation des biens et des personnes, à la sécurité, l'agriculture, l'élevage et la pêche, l'entraide judiciaire en matière pénale, la jeunesse, le sport, la culture et les arts, l'emploi et le travail », a déclaré le patron de la diplomatie comorienne. Ce dernier se réjouit des engagements politiques pris à cette occasion, pour réaffirmer avec force, les principes fondamentaux du droit international public.

De son côté la ministre de la défense et du service national Stergomena L. Tax a d'abord félicité les deux chefs d'Etat pour avoir rendu cette réunion de la CMP possible. Et également le gouvernement comorien pour son leadership exemplaire de l'Union Africaine, d'avoir réalisé des progrès considérables, y compris l'admission de l'UA au G20. « Cette réunion de la CMP, représente donc une opportunité pour renforcer notre coopération économique. A cet égard, je suis heureuse d'apprendre qu'au cours de deux derniers jours, nos hauts fonctionnaires ont discuté de la manière d'élargir notre coopération et nos partenariats dans divers



Signature de 4 mémorandums de coopération comoro-tanzanienne.

domaines, y compris la défense et la sécurité, l'économie et les finances, le commerce, le tourisme, les investissements, l'agriculture, les mines, le développement des infrastructu-

res, l'énergie, les affaires sociales ainsi que la culture et le sport. Et également heureux qu'à travers cette réunion, nous allons signer plusieurs protocoles d'accord tandis

que d'autres sont actuellement à divers stades de finalisation et seront bientôt signés », a-t-elle conclu.

Nassuf Ben Amad

SANTÉ ET REPRODUCTION :

Sensibilisation sur les techniques de planification

Pour toucher le maximum de personnes sur les techniques de planification familiale, l'association des sages-femmes en collaboration avec le Family Planning 2030 et l'ASCOBEF a réuni les chefs religieux afin de trouver des solutions pour améliorer les conditions de planification familiale.

L'association des sages-femmes, le Family Planning 2030 et l'Ascobef ont organisé ce mardi 23 juillet un atelier de deux jours à Moroni pour se pencher sur la question de l'amélioration des conditions de planification. Cette activité a vu la présence des chefs

religieux, acteurs clé pour la sensibilisation. La réunion s'est basée sur la revue des produits contraceptifs, augmenter le taux de prévalence des contraceptifs modernes mais surtout réduire le taux de mortalité maternelle. « Pour réduire le taux de mortalité des femmes et des nouveau-nés, il est primordial d'espacer les naissances », avance le directeur de la santé familiale, Dr Soilihi Abdoulmadjid.

« La présence du bureau régional FP2030 aux Comores est importante car c'est un pilier de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale », souligne la manager, chargée d'engagement des pays

francophones du bureau régional du FP2030, Fatim SAID Adiouf. Et de continuer: « on donne la possibilité aux femmes de choisir quand, comment et combien d'enfants elles souhaitent avoir, une manière d'accéder à une vie normale sur le développement social. » Cette collaboration de l'association des sages-femmes avec FP2030 vise à renforcer le système de planification familiale mais aussi améliorer les conditions de vie des femmes et des familles. « Après un contrat avec les Comores, le FP2030 nous soutient à trouver des moyens pour réduire le taux de mortalité liée au non planification familiale », souligne la responsable de la

planification familiale, Zainaba Abdou Mmadi.

Rappelons que le FP2030 est une initiative internationale qui s'engage en matière d'informations et de planification familiale. Il succède au FP2020, tous deux des mouvements qui aident à réguler la reproduction et garantir un épanouissement familial. Ce rassemblement rentre dans le cadre du suivi des moyens mis à disposition par l'Etat Comorien pour aider les femmes. Des améliorations accompagnées d'une régulation.

Mohamed Ali Nasra

SANTÉ PUBLIQUE

Les structures sanitaires de Mohéli dotées d'équipements médicaux

La Fédération des associations de Mohéli à Mayotte en partenariat avec le conseil départemental de Mayotte à travers l'ONG Malezi Mema de Djando a procédé mercredi dernier à une remise d'équipements médicaux destinés aux structures sanitaires de Mohéli. Cet apport va améliorer la prise en charge des patients dans les hôpitaux.

Dans l'enceinte de l'université des Comores à Mohéli s'est tenue mercredi dernier, une cérémonie de remise d'équipements médicaux. Il s'agit d'un don d'une valeur de plus de 20 millions de nos francs octroyé par la fédération des associations mohélienne de Mayotte en faveur de l'ONG Malezi mema de Djando Mohéli. Cette dernière l'a à son tour rétrocédé aux différents centres de santé de l'île. Le CSD (centre de santé de district) de Miringoni, celui de Nioumachoi et Wanani et le service de santé militaire et CHRI de Fomboni ont tous bénéficié de ce don.

Ces équipements sont composés de béquilles, lits d'hôpitaux, matelas, chaises douches toutes neuves, etc. Tenant compte de l'in-



Remise d'équipement Moheli

suffisance d'équipements médicaux que font face ces établissements sanitaires, l'objectif est, selon les responsables de ce projet, de venir renforcer la prise en charge des patients dans les hôpitaux. « Pendant la période du COVID-19, le conseil départemental de Mayotte nous a octroyé un fond pour financer nos activités liées à la santé étant donné que l'île de Mohéli était meurtrie. Mais comme l'argent n'a pas été utilisé durant cette période, nous

l'avons transféré aujourd'hui sous forme d'un don en appuyant les établissements sanitaires afin de porter secours aux nécessiteux », explique Kennedy Mohamed Rachid, membre de la fédération des associations Mohélienne de Mayotte. Et de poursuivre. « J'appelle aux autorités sanitaires de prendre soin de ces matériels car ils peuvent nous être utiles. Même pour ceux qui se sentent en bonne santé aujourd'hui pourront en avoir besoin demain car nul ne

sait ce que le futur lui réserve » prévient-il.

Selon Ahmed Abdoulatif, Vice-président de l'ONG Malézi Mema de Djando, ces équipements ont été dédouanés gratuitement au port de Bangoma grâce à l'appui de la direction régionale de la santé à travers son ministère et la société comorienne des ports.

Riwad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra (Stagiaire)
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

AGENCE D'EXECUTION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour son Agence d'Exécution du Projet (AEP), **un(e) stagiaire en passation des marchés publics**.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : aep.paesc@gmail.com

Date de publication : 15 juillet 2024

Date limite de dépôt des candidatures : 29 juillet 2024 à 15h30 heure locale de Moroni

1. CONDITIONS DE CANDIDATURE

Les conditions requises sont les suivantes :

- Être de nationalité comorienne,
- Être âgé de moins de 25 ans,
- Récemment diplômés (2021 et 2024) d'un établissement d'enseignement national ou international reconnu,
- Être titulaire d'au moins une licence en droit, gestion, ingénieur ou domaines connexes,
- Expérience professionnelle non requise,
- Connaître les outils informatiques de base

(Word, Excel et PowerPoint),

• Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite en français. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.

2. DUREE ET ATTESTATION

Les stagiaires seront formés progressivement par le spécialiste en passation des marchés du projet pour une période de deux ans non renouvelables.

A l'issue de cette période de formation, les stagiaires devraient être en mesure de rechercher des opportunités sur le marché du travail, pour être potentiellement embauchés en tant qu'assistants en passation des marchés par les autorités contractantes des ministères ou par les unités de gestion des projets financés par la Banque Mondiale.

Un certificat d'attestation de stage, signé par le coordinateur de l'Agence d'Exécution du projet sera octroyé aux stagiaires après les deux ans effectivement passés à acquérir les compétences requises pour devenir un assistant en passation des marchés publics.

La durée du stage pourra être écourtée dans le cas du non-respect des règlements de travail en vigueur dans l'Agence d'Exécution du Projet. Une observation écrite sera faite au stagiaire pour les manquements avérés. Après deux observations, le stagiaire sera renvoyé sans attestation de stage.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Agence d'Exécution du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores - Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures;
 - Un curriculum-vitae ;
 - Une copie certifiée conforme à l'original du diplôme ;
 - Une copie de la CNI ou Passeport.
- Les dossiers de candidature seront déposés au Secrétariat de l'Agence d'Exécution du Projet, situé sur la route de Salimani – Sahara, Moroni.

JO Paris 2024

Enda, équipementier officiel des athlètes comoriens

C'est ce qu'on appelle en langage diplomatique, une coopération sud-sud. Le Comité olympique et sportif des Îles Comores a choisi la marque kenyane, Enda pour équiper sa délégation lors des jeux olympiques de Paris dont la cérémonie d'ouverture est prévue ce vendredi dans la capitale française.

Jamais une marque n'aura eu autant de signification dans son utilisation que ne l'est Enda que le Comité olympique des îles Comores a choisi pour équiper ses athlètes lors des jeux olympiques, Paris 2024. Allez, Va, Enda en comorien, c'est la signification de la marque sportive kenyane qui commence à faire de la concurrence avec les marques occidentales (Nike, Adidas, Pumas...) qui dominent le marché sportif depuis des lustres. Enda Athletic est une marque de sport kenyane conçue au départ pour

équiper les athlètes kenyans lors de leurs différentes sorties. Créée par Navalayo Osembo-Ombati, cette entreprise commence, grâce aux talents des athlètes kenyans qui n'ont pas hésité à faire la promotion dans les meetings internationaux. « Nous réalisons environ 90% de nos ventes aux États-Unis d'Amérique, 8% en Europe, ou nous avons encore des difficultés de chaîne d'approvisionnement », dit Navalayo dans une interview accordée à nos confrères de OMPI Magazine.

La nouvelle de cette collaboration a été faite par le Comité olympique lors d'une conférence de presse tenue à Moroni le 20 juillet dernier. Au cours de cette rencontre avec la presse qui avait réuni le président du COSIC, la secrétaire générale du ministère de la jeunesse et sports et des membres du bureau du comité olympique, plusieurs sujets ont été abordés dont le problème des minimas qui per-

mettent aux athlètes de se qualifier directement aux jeux sans passer par les dérogations de la solidarité olympique.

A cet effet, le président du Comité Olympique a voulu clarifier les choses pour éviter tout malentendu. « Nous avons vingt-neuf disciplines aux Comores mais, comme vous le savez, il faut passer par les qualifications pour arriver aux JO. Ce qui n'a pas été le cas à l'exception d'Andy Barat en canoë-kayak », comme rapporté par le canard de l'Etat dans sa parution du lundi 22 juillet 2024. En attendant, les quatre athlètes comoriens (Maesha Saadi, Hassane Hadji, Maaroufou Hachim et Andy Barat) ont d'ores et déjà pris leur quartier dans les bâtiments cossus du village olympique, éparpillé sur trois communes (Saint-Denis, Saint Ouen, Ile-Saint-Denis) de la région Parisienne.

Imtiyaz



Athlètes comoriens au village olympique.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET INTERCONNECTIVITE MARITIME DES COMORES

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) INGENIEUR (E) EN GENIE CIVIL

Date de l'avis : 18 juillet 2024

1. Présentation du projet

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le Projet Inter Connectivité Maritimes des Comores, et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour le recrutement d'un responsable en charge des infrastructures. Ce contrat sera exécuté conformément au règlement de passation des marchés de la Banque mondiale.

Une Unité de Gestion du Projet (UGP) est mise en place pour suivre la mise en œuvre des activités du projet et le responsable en charge des infrastructures est un consultant avec des responsabilités permanentes, et en plein temps.

2. Rôles et tâches de l'ingénieur en Génie Civil

a) Description du poste

L'ingénieur en génie civil, Responsable en infrastructures maritimes et portuaires, travaillera en étroite collaboration avec les autres responsables de l'UGP. Le Responsable en Infrastructures Maritimes et Portuaires rendra compte de toutes ses activités au Chef de Projet.

b) Les tâches et responsabilités de l'ingénieur en Génie Civil :

L'ingénieur en Génie Civil, Responsable en infrastructures maritimes et portuaires sera chargé de :

*Tous les aspects liés aux infrastructures de génie civil du projet Connectivité Inter-Iles des Comores. Et sans que cette liste ne soit limitative, ces aspects concernent l'acquisition et l'analyse de données (Houle, marée, levés topographiques, sondages bathymé-

triques, sondages géotechniques, etc.) les études (de digues à talus, d'ouvrages d'accostage, de route, de bâtiment, d'adduction d'eau potable, d'assainissement, de gain de terrain par remblai ou dragage, de pavage, d'éclairage public, etc.) ;

* De la rédaction des clauses techniques des différents dossiers de consultation des consultants ou des entreprises ;

3. Profil requis :

- Être de nationalité comorienne ;
- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie civil de niveau minimum BAC+4 ou d'un diplôme universitaire équivalent dans les domaines de génie civil suivant :
 - Infrastructures maritimes et portuaires (Digues à talus et ouvrages d'accostage, etc.)
 - Infrastructures routières (Construction de routes neuves et entretien, ouvrages de franchissement, etc.)
 - Bâtiment.
- Une expérience professionnelle avérée et confirmée d'au moins quatre (4) ans ;
- Maîtrise des outils informatiques et les logiciels de bureautique : Word, Excel, Powerpoint, etc ;
- Avoir une connaissance parfaite du français ;

4. Les Atouts

* Avoir reçu une formation en hydraulique maritime (Houle, Marée, etc.) et en travaux maritimes (Aménagements portuaires, digues de protection des passes maritimes, ouvrages d'accostage, dragage, etc.)

* Disposer d'une expérience d'au moins deux (2) ans dans un bureau d'étude, dans une mission de contrôle ou une entreprise de

travaux dans les études et travaux maritimes et/ou portuaires serait un atout considérable ;

* Maîtrise des logiciels de conception et de dessin Autocad, Archicad, etc.

5. Durée du contrat

Le contrat du responsable en infrastructures est d'une année renouvelable en fonction des résultats atteints durant les six (6) mois d'essais, constatés par le coordinateur du projet.

6. Constitution et dépôt des dossiers de candidature

Les candidats intéressés doivent envoyer:

- Un Curriculum Vitae daté, actualisé et signé. Le CV doit être assez détaillé afin de permettre son examen d'une part, et, d'autre part, de mettre en exergue les compétences et les expériences recherchées du candidat ;
- Une lettre de motivation adressée au Coordinateur du Projet Inter Connectivité Maritime des Comores ;
- Une copie du diplôme certifiée conforme à l'original et des attestations ou certificats de spécialisation dans les centres d'intérêt du PICMC ;
- Un extrait du casier judiciaire datant de moins de six (6) mois ;
- Un certificat récent d'aptitude physique délivré par un médecin datant de moins de six (6) mois ;
- Trois références professionnelles et leurs contacts.

7. L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les

informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Lettre de manifestation d'intérêt et de motivation, Curriculum Vitae, Références professionnelles et détails sur des prestations similaires, etc.).

8. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, en version électronique.

9. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Cinquième version Septembre-2023 « Sélection de Consultants Individuels (SCI) »).

10. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08 heures 30 min à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au vendredi.

11. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le jeudi 01 Août 2024 à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) ; adressé à Monsieur le Coordonnateur du Projet PICMC « Manifestation d'intérêt N°2024/02/PICMC/ intitulé du poste »

12. Projet Inter Connectivité Maritime des Comores - Moroni Coulée – Route Garage Mrikao - Tél : +269-733-21-63- Email : connectivitecomoros@gmail.com copie à rpm.connectivitecomoros@gmail.com.



APPEL A CANDIDATURE

Organisation : Expertise France

Intitulé du poste : Coordinateur-riche des activités Lumin'Îles

Pays ou zone géographique : Union des Comores

Nombre de jours / durée de la mission : 12 mois, renouvelable

Nature de contrat : CDD de droit local

Date limite de réponse : 07/08/2024 à Minuit.

Référence du projet : Programme régional pour l'autonomisation des femmes du Sud-Ouest de l'Océan Indien "Lumin'Îles"

Description du projet :

Le programme régional d'autonomisation des femmes dans les îles de l'Océan Indien, ou « Lumin'Îles », a **pour finalité de favoriser une plus grande autonomie économique des femmes dans la région Océan Indien** par l'amélioration de l'offre de garde d'enfants et des conditions de travail pour toutes (notamment dans le secteur de garde d'enfants mais également en entreprise).

Projet d'envergure régionale, l'intervention se concentrera principalement à Madagascar, Maurice et aux Comores. Les départements d'outre-mer seront sollicités à travers des coopérations techniques ponctuelles.

L'objectif général du projet est de favoriser une plus grande autonomie des femmes dans la région Océan Indien par l'atteinte de 3 objectifs spécifiques :

1. Promouvoir et piloter des modes de garde des jeunes enfants adaptés à divers publics
2. Organiser et formaliser la filière de garde d'enfants
3. Améliorer les conditions de travail des femmes dans l'entreprise et le secteur du « care »

Ces objectifs structurant l'intervention en composantes sont précédés d'une période de faisabilité, d'une durée de 8 mois et prenant fin en décembre 2024, dont l'objectif est de poursuivre/finaliser la pertinence, qualité et viabilité des activités.

Dans ce cadre, Expertise France recherche un.e Coordinateur/trice des activités nationales aux Comores, remplissant les critères suivants :

Description du poste :

La personne retenue sera **placée sous l'autorité de la cheffe de projet basée à Madagascar, au sein** d'une équipe de projet composée d'un.e Responsable Admin Fin, chargé.e de subvention et de passation de marchés, assistant.e de projet, chargé de suivi-évaluation, chargé de communication, et **en lien** avec les coordonnateurs nationaux de projet basés à Maurice et à Madagascar, le chargé de projet au siège qui fait la liaison avec les services financiers, juridiques, RH et tous autres services supports pertinents pour la bonne gestion du projet.

Concrètement, ses tâches seront la Planification, Mise en Œuvre et Suivi (Gestion) des activités aux Comores :

- Revoir la faisabilité du projet et de ses activités aux Comores, en ligne avec le Projet initial et Proposer des orientations stratégiques sur les actions clés et l'établissement de partenariats ;
- Assurer régulièrement la liaison et le dialogue politique avec les institutions gouvernementales, la société civile, les entreprises, les experts techniques, les groupes de réflexion, les bailleurs et autres parties prenantes nationales et internationales dans le domaine thématique du projet, afin de renforcer la collaboration et de maximiser l'impact du projet ;
- Assurer une gestion efficace et une coordination des activités du projet aux Comores, ainsi qu'une planification, suivi et reporting de qualité (opérationnel et budgétaire) en ligne avec les procédures internes ;
- Fournir une expertise et un leadership technique adéquat aux partenaires, en assurant des interventions de haute qualité et une coordination entre les partenaires afin que les plans de projet soient réalisés ;
- Assurer une communication externe fluide avec les partenaires du projet, l'AFD, l'Ambassade de France, le bureau Expertise France et les autres parties prenantes ;
- Représenter Lumin'Îles dans les réseaux et rencontres pertinentes avec le bailleur, les partenaires et parties prenantes ;

- Planification, facilitation et suivi de l'assistance technique ;
- Planification, facilitation et suivi du COPIL Comores ;
- Produire des documents sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques, ainsi que d'autres outils fondés sur les connaissances ;
- Assurer une communication interne fluide et efficace et une coordination des activités du projet aux Comores, en parfaite cohésion avec les autres pays (Maurice et Madagascar principalement).
- Contribuer à la production de rapports narratifs et financiers de haute qualité, de plans annuels et d'autres exigences en matière de rapports internes, aux bailleurs et autres parties prenantes.

Les missions pourront évoluer en fonction du développement du projet.

Qualifications, Expérience professionnelle générale et spécifique

Niveau de formation :

- Diplôme de **l'enseignement supérieur** en relation avec le secteur d'intervention du projet : **protection sociale, garde d'enfants/care, travail social/sciences, genre, droit du travail, ou gestion de projet.**

Expérience professionnelle :

- Au moins **7 ans d'expérience** pertinente progressivement responsable au niveau national ou régional dans la fourniture de conseils techniques, la conduite de recherches, la formulation de politiques et/ou l'élaboration et la gestion de projets complexes dans les secteurs du Projet Lumin'Îles (genre, protection sociale, travail décent, petite enfance, droit du travail, etc.) aux Comores et/ou à Madagascar et dans la région.
- Connaissance pratique des questions thématiques actuelles concernant le genre, les droits des femmes et l'autonomisation des femmes, aux Comores et dans la région.
- Expérience en gestion financière, y compris la budgétisation et suivi financier.
- Excellentes compétences en rédaction de rapports et communication.
- Expérience avérée dans le développement de relations de travail efficaces et consensuelles avec des partenaires institutionnels, des organisations internationales, des bailleurs, des organisations de la société civile et du secteur privé.
- Disposer d'un excellent réseau tant institutionnel que dans la société civile constitue un atout ;
- Maîtrise souhaitée des procédures administratives des bailleurs de fonds et notamment de l'Agence Française de Développement (AFD) ;
- Parle couramment le français ainsi que le shikomor et l'arabe. La maîtrise/connaissance du Shingazidja, Shimwali et Shindzuani sont des atouts.
- Excellentes capacités d'organisation, rigueur, méthode et polyvalence ;
- Autonome dans le travail ;

Informations complémentaires :

- La prise de poste est fixée le plus tôt possible ;
- Le volume d'expertise requise pour ce poste est de 12 mois renouvelable;
- Le poste sera basé à Moroni ou Anjouan, **avec des déplacements fréquents entre les Îles de la République des Comores.**

Conjoncture dynamique et favorable : important développement d'un portefeuille social du groupe AFD à Madagascar et dans l'Océan Indien

Documents à fournir :

CV, lettre de motivation en français

Envoyez votre dossier de candidature à :
rh.comores@expertisefrance.fr

Contacts des recruteurs :

Simon VEITL et Fabienne ARNOULD

Le processus de sélection des candidat(e)s se fera en deux temps :

- **Dans un premier temps, une analyse des dossiers avec constitution d'une liste restreinte par Expertise France.**
- **Dans un deuxième temps, deux entretiens (en ligne les 13 et 14 Aout puis en présentiel le 23 Aout) entrecoupés d'un test écrit en ligne (entre le 16 et 19 Aout) avec les candidats sélectionnés.**

Les honoraires seront négociés directement avec le/la candidat(e) retenu(e).